

Non au « gaz des champs »

De mémoire d'Ardéchois, on n'avait pas vu un tel rassemblement « sauf peut-être lors du passage du Tour de France, mais je ne sais plus quelle année... », sourit un grand gaillard porteur d'une pancarte où s'aligne en lettres noires un « gaz-toi pôv con... » très explicite. Hier, à Villeneuve-de-Berg, l'appel à manifester du collectif 07 contre les gaz de schiste a propulsé cette petite commune proche d'Aubenas sur le devant d'une contestation « citoyenne » qui ne fait que grandir dans toute la France. Le maire du bourg, Claude Pradal est épaté : « Plus de 15000 personnes pour rejeter ce truc, ça fera date dans la vallée », dit-il. Autour de lui, une copieuse floraison d'écharpes tricolores traduit la très nette opposition des élus du secteur, toutes tendances politiques confondues, au permis d'exploration accordé ici par le préfet à la société américaine Schuepbach Energy associée à GDF Suez.



Plus de 10000 personnes ont exprimé leur refus du gaz de schiste

Le maire est rouge de colère : « ils nous ont carrément mis devant le fait accompli alors que ce projet accumule les risques, notamment sur la qualité de l'eau qui est très précieuse chez nous », ajoute-t-il, « si on les laisse faire, les conséquences seront lourdes. Imaginez qu'ils veulent engager le chantier des premiers forages à l'automne 2011 ! ». Claude Pradal cite le ministre de l'Industrie Eric Besson et sa volonté de revoir le code minier pour faciliter « l'exploitation » des hydrocarbures non-conventionnels. Au baromètre de l'hostilité populaire, Besson partage le pompon avec Jean-Louis Borloo : l'ex-ministre de l'Écologie paie ainsi son feu vert « en catimini » à la technologie de la fracturation hydraulique accusée de tous les maux.

A Doux le 5 mars

Dans la foule bon enfant, les affiches aux slogans acides voisinent avec des manifestants vêtus de masques à gaz et de tenues antiradiation. On croise des délégations de la Confédération paysanne, des militants du NPA d'Olivier Besancenot, du PS, du PC... beaucoup de forces de gauche. « La politique n'a rien à faire ici », grogne Bertrand, son gamin de cinq ans juché sur ses larges épaules. « C'est au peuple de s'exprimer. J'ai vu le film Gasland sur Internet, je ne veux pas que mes gosses subissent la même galère sans réagir ». Bertrand s'est inscrit à un collectif dans la Drôme. De telles initiatives, on en compte désormais plus d'une centaine, surtout réparties dans le Languedoc-Roussillon, le Bassin parisien et bien sûr le Larzac. La bouffarde au bec, José Bové boit du petit lait. « C'est un succès et une sacrée claque adressée au gouvernement », lance-t-il, « j'espère que la mobilisation sera aussi forte samedi prochain à Doux, en Seine-et-Marne ». Le matin même, à Saint-Marcel-lès-Valence, le noyau dur des collectifs s'était réuni en « coordination pour l'abrogation des permis de recherche », l'eurodéputé Europe Ecologie tenant la baguette. « Il faut agir vite, à Doux, un convoi de 80 camions a été programmé pour planter le premier derrick. On va installer un camp citoyen sur place dès la semaine prochaine ».

La surprise québécoise

Près de Valence, la réunion de la coordination a mis au point sa stratégie, bâtie, entre autres, sur la création d'un réseau de sentinelles « pour alerter » ou le lancement « d'actions juridiques. Présente, l'avocate eurodéputée ex-Modem Corinne Lepage annonce « le dépôt d'un recours contre l'ordonnance de réforme du code minier devant le Conseil d'État ». D'autres préfèrent la manière forte. « Il faut bloquer les camions partout dès qu'ils se pointent », martèle Emeric de Vallon, du collectif du Lot. Pierre Battelier a fait le long voyage depuis le Québec pour évoquer la situation dans la Belle province : « on a eu la même surprise que vous quand on a appris que 85% du territoire avait été acheté 10 centimes de dollars l'ha par les industriels. Méfiez-vous ! c'est juridiquement très difficile de contester les forages après coup », prévient-il. « Chez nous, 77% de la population n'en veut pas, mais le gouvernement s'en moque. Il veut son indépendance énergétique, comme les États-Unis ou la Pologne... Le combat sera rude et les collectifs le savent, mais hier à Valence puis dans l'Ardèche, ils ont prouvé que leur détermination « contre le gaz des champs » ne sera pas sans lendemain.

Patrice COSTA